



Gaz verts : accélérer la convergence entre agriculture et énergie

La France se trouve aujourd'hui au cœur de trois grandes mutations : énergétique, environnementale et agricole-alimentaire. Leur convergence n'est plus une option, mais une nécessité. Penser ces transitions ensemble, c'est ouvrir la voie à des synergies puissantes, capables de transformer durablement nos territoires. Le rapprochement entre le monde agricole et celui de l'énergie, incarné par le développement des gaz verts, doit s'imposer comme une priorité stratégique.

8 Les gaz renouvelables, produits à partir de ressources organiques ou de procédés innovants, peuvent être injectés dans les réseaux existants, constituant une alternative aux énergies fossiles pour décarboner les secteurs du bâtiment, de l'industrie ou du transport.

Gaz verts : des solutions concrètes, une filière en mouvement

Le biométhane, produit par méthanisation des déchets agricoles et organiques, s'impose comme une filière mature. Et l'innovation est prête à prendre le relais : pyrogazéification, gazéification hydrothermale, *power-to-gas*... Les nouvelles technologies émergent et les unités pilotes se multiplient sur le territoire, illustrant la vitalité du secteur. On peut citer l'unité Cometha à Valentigney (pyrogazéification), celle de la coopérative viticole La Cavale à Limoux (gazéification hydrothermale à partir de la peau de marc de raisin), ou encore l'unité Denobio à Lesquielles-Saint-Germain, dans l'Aisne, visant à produire du e-méthane par



Xavier PASSEMARD
Directeur Biométhane, GRDF

méthanation biologique à partir du CO₂ issu de la méthanisation. Parallèlement, les exploitations agricoles gagnent en autonomie énergétique et renforcent la souveraineté énergétique de la France. Le BioGNV, gaz vert utilisé comme carburant, s'installe durablement, avec 760 stations en service, dont la moitié ouverte au public.

Des objectifs ambitieux, une mobilisation indispensable

Le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie porte une ambition de 50 TWh de biogaz en 2030, dont 44 TWh de biométhane injecté. Pour y parvenir, une mobilisation durable de la biomasse agricole est cruciale : l'accès à la ressource (effluents, cultures intermédiaires, résidus, biodéchets, bois, eaux usées, boues...) constitue l'enjeu principal. Il s'agit de sécuriser les flux, optimiser leur valorisation et coordonner les usages entre alimentation, matériaux, régénération des sols et énergie. Cette coordination devient vitale face aux contraintes climatiques et réglementaires croissantes.



771 unités de méthanisation injectent du biométhane dans les réseaux gaziers.

Au-delà de leur rôle de fournisseurs d'intrants, les agriculteurs renforcent ainsi leur résilience économique et diversifient leurs revenus. Et le digestat, utilisé comme fertilisant naturel, permet de réduire l'usage d'engrais minéraux et, en conséquence, l'empreinte carbone des exploitations.

Une belle aventure, des défis à relever

La filière des gaz verts, encore récente quant à son expansion, a connu une croissance rapide en un peu plus de 10 ans. Aujourd'hui, 771 unités de méthanisation injectent du biométhane dans les réseaux gaziers français, ce qui représente plus de 4 % de la consommation nationale de gaz. À l'horizon 2030, la part des gaz verts pourrait tendre vers 20 % de la consommation.

Le soutien public a été déterminant : dès 2011, un tarif d'achat subventionné a permis de conforter la viabilité économique des projets. Il représente aujourd'hui une charge pour l'État d'environ un milliard d'euros. Instaurés en août 2021 dans le cadre de la loi Climat et Résilience, les certificats de production de biogaz (CPB) visent - en complément du tarif d'achat - à soutenir la filière tout en obligeant les fournisseurs de gaz, via des contrats de gré à gré, et à verdir les énergies commercialisées, réduisant ainsi les dépenses publiques.

Après un ralentissement entre 2021 et 2023 provoqué par une baisse trop brutale des tarifs, la dynamique est repartie après revalorisation et indexation renforcée des tarifs (arrêté du 10 juin 2023).

Pour atteindre les objectifs de 2030 et viser la décarbonation du mix gazier en 2050, un changement d'échelle s'impose : en complément des projets portés par des agriculteurs,

des projets territoriaux d'envergure comme Sécalia à Cerilly (Côte d'Or) ou BioNorrois à Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime) vont jouer un rôle d'accélérateur. Ce changement implique de repenser les organisations logistiques, de la production à la collecte des intrants jusqu'à la distribution du gaz et l'épandage des digestats.

L'accroissement progressif et sur le long terme des obligations des fournisseurs de gaz, les collaborations multi-acteurs et l'intégration territoriale seront déterminants.

Agir dès à présent, agir ensemble

La transition énergétique ne réussira qu'avec une mobilisation forte du monde agricole et une coopération accrue entre tous les acteurs. Les gaz verts sont une opportunité unique pour renforcer la résilience des territoires et accélérer la décarbonation. GRDF s'engage à accompagner et pérenniser le développement de cette filière d'avenir. ▶

Xavier Passemar

GRDF, catalyseur de la transition

Acteur clé, GRDF joue un rôle de facilitateur, créant des passerelles entre agriculture et énergie. GRDF, dans le cadre de ses missions de service public sous l'égide de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) et des collectivités territoriales propriétaires des réseaux, assure l'entretien et le renforcement du réseau gazier. Présent sur tout le territoire, GRDF accompagne les porteurs de projets et soutient l'innovation via des partenariats techniques et scientifiques avec les syndicats agricoles, les Chambres d'agriculture, l'INRAE, les écoles d'ingénieurs et les universités.

Les thématiques abordées vont de la mobilisation des intrants à l'intégration territoriale, en passant par les impacts environnementaux et l'optimisation des procédés.